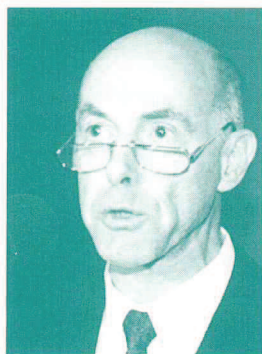




Louis Dols



*Administrateur-Secrétaire
de l'Association des Amis
de l'Université de Liège*

De quelle Université sommes-nous les Amis ?

L'université se décrit comme un espace de liberté et une terre de tolérance constitués en fonction d'un projet. Le fondement de notre Université est le pluralisme. Il faut le reconnaître, le terme n'est guère mobilisateur. Il induit l'idée d'une retenue, d'une prudence, opposées au militantisme.

On peut exprimer la même idée en disant que notre Université repose sur la culture du respect : celui des autres, évidemment, mais aussi sur le respect de soi.

Quelques réflexions, à ce sujet, qui concernent l'institution, les maîtres et les étudiants.

1. Le respect de soi par l'Université elle-même

L'Université dont nous sommes les Amis ne peut accepter d'être définie comme une institution d'enseignement tertiaire — décalque du primaire et du secondaire —, un cycle d'enseignement qui aurait entre autres pour fonction de gommer les inégalités originelles.

Universitaire ne signifie pas universaliste. Un cursus universitaire exige de celui qui l'entreprend des aptitudes spécifiques. Et celles-ci sont inégalement réparties dans une population donnée. On n'exprime pas ici une position de principe, un choix ou une décision, mais un simple constat.

Cette proposition est aisément admise dans d'autres domaines — tels que les sports ou les arts. Elle fait problème en matière d'enseignement universitaire. Le Conservatoire de musique attend de ses élèves qu'ils aiment la musique et le contact avec les œuvres majeures, les interprètes, les compositeurs. L'Académie des Beaux-Arts attend de ses élèves qu'ils aiment le dessin. L'Université peut-elle demander à ses étudiants d'aimer l'étude ?

Certes, c'est un devoir de s'attaquer aux handicaps — notamment économiques ou sociaux — qui font injustement obstacle à l'épanouissement des potentialités individuelles.

C'est un autre devoir de clarifier les demandes d'inspiration certes généreuse, mais qui refusent de tenir compte de ces réalités. Serait-il plus répréhensible de reconnaître cette évidence que de laisser croire le contraire ? Combien de malentendus, de déconvenues, de gaspillages d'enthousiasme, de temps et d'énergie pourrait-on économiser en admettant ces données pour ce qu'elles sont : de simples faits ?

2. Le respect de soi par les maîtres, les chercheurs

Simultanément et en permanence chercheurs et enseignants, les maîtres se doivent de vivre leur double mission, non dans l'écartèlement — même si l'on vise ici deux fonctions à plein temps — mais dans le renforcement mutuel.

Cette exigence s'impose sous trois formes :

- tout d'abord, le respect de tous les collaborateurs impliqués, à un titre ou à un autre, dans chacune de ces deux missions;
- ensuite, l'acceptation d'enseigner l'objet de sa discipline et surtout les méthodes de recherche et même les doutes, les hésitations et les revirements du chercheur;
- enfin, l'acceptation d'être un éveillé d'enthousiasme et un détecteur de talents.

Car le progrès s'arrête lorsqu'à un moment donné, le disciple ne dépasse pas son maître.

3. Le respect de soi par les étudiants eux-mêmes

Cette exigence traduit une double obligation.

■ Un devoir d'ambition, tout d'abord, ambition éclairée, réfléchie mais aussi passionnée. On vient à l'université dans le but de se distinguer : au cours de ses études — pourquoi pas ? — et, en tout cas, dans la vie, dont les études sont une préparation. Ceux et celles qui, dès l'abord, placent leurs aspirations à un niveau trop modeste ne se trompent pas seulement d'enseignement. Ils se trompent peut-être aussi de projet de vie.

■ L'obligation ensuite d'adresser à l'université des demandes certes exigeantes, mais correctement posées. L'université ne peut tout enseigner. Chaque étudiant doit l'admettre et se charger lui-même de développer les aptitudes que la vie exigera de lui.

Dans une université complète, la vie universitaire est exceptionnellement riche. Elle réunit des disciplines, des générations, des cultures, des milieux d'origine différents. Elle permet des activités variées dans les domaines culturels, associatifs, humanitaires et sportifs. A chacun d'y trouver un champ d'expériences et d'apprentissage que la vie, généralement, n'offre qu'une seule fois. Un temps de construction de sa personnalité, vécu dans la générosité que l'on porte en soi lorsque l'on a 20 ans.

L'ambition ne signifie pas le refus ou l'interdiction de l'erreur ou de l'échec. Mais bien celui de l'indécision et de l'irrésolution vécues dans ce qu'un ouvrage appelle — c'est son titre — *L'interminable adolescence*. L'erreur est un droit et l'échec un risque accepté. Un étudiant qui connaît cette épreuve — qui n'est pas toujours négative — est fondé à demander l'aide nécessaire pour analyser correctement ses carences et pour, éventuellement, réorienter ses efforts.

Encore faut-il qu'un nouvel essai prenne appui sur un projet précisé, mûri et réaffirmé.

Reste le plus agréable à dire : l'Université dont nous sommes les Amis est aussi celle qui nous a marqués par ses ensei-

gnements, formés par ses maîtres éminents, enrichis par le souvenir d'amitiés solides, prêtes à renaître à l'occasion de retrouvailles chaleureuses.

C'est aussi l'Université dont des savants de réputation mondiale veulent bien se dire fiers de recevoir les insignes, témoins de notre admiration et de notre respect.

On demande beaucoup à l'université. On attribue à celle-ci plus de pouvoirs que de possibilités, plus de devoirs que de moyens. Les attentes sont nombreuses, pressantes, multi-formes. Elles alourdissent et parfois encomrent les fonctions essentielles de l'université. Une tâche particulière doit cependant être évoquée.

Beaucoup d'hommes et de femmes souffrent aujourd'hui de voir leur condition humaine oubliée, méprisée par des hommes, des institutions, des règlements. Et ils en arrivent à douter d'eux-mêmes.

Il est nécessaire de réaffirmer et de reformuler la dignité non-confiscable, irréductible et inconditionnelle de la personne — avec ou sans travail — et dans toutes les circonstances de sa vie.

Il faut d'urgence, rejeter l'antique malédiction qui fait de l'homme un loup pour les autres hommes. Une norme de comportement peut être le moteur du développement pour des entreprises sans l'être pour les hommes, auxquels il faut proposer une éthique autre que celle des gladiateurs. A la rivalité carnassière, substituer l'émulation bénéfique.

La mission est vaste. Elle ne peut être qu'universelle. Pour une large part, elle est, peut-être, universitaire. En cette matière, la recherche et la formulation ne suffisent pas. Il faut ajouter la mise en œuvre, la pratique quotidienne d'une exigence vécue en commun.

Comme Georges Bernanos le fait dire à l'un des personnages de *Dialogue des Carmélites* : « Ne croyez pas que la règle nous garde, c'est nous qui gardons la règle. »

Notre Université peut, dans ce domaine apporter une contribution remarquable. Son fondement et son caractère l'y prédisposent. Notre amitié et notre soutien lui sont acquis, ainsi qu'à tous ceux qui ouvrent des sentiers nouveaux, multiples et universels, montant vers des horizons que nous aimerions aimer.



Maryline Serafin



*Membre étudiante du
Conseil d'Administration
Coprésidente de la
Fédération étudiante de l'ULg*

Stéphane Hazée



*Coprésident de la
Fédération étudiante
de l'ULg*

Un autre enseignement pour une autre société

Après une année quelque peu houleuse, nous aurions voulu commencer notre intervention avec un peu plus d'optimisme que notre prédécesseur. Nous aurions voulu exprimer notre joie devant une année de renouveau, devant cette reprise qu'on nous prédit presque toutes les années. Mais l'actualité ne nous contredira pas. Cette année restera encore une période difficile pour la plupart des hommes et des femmes de notre terre. Nos valeurs et nos points de repères s'effondrent comme des châteaux de cartes, à tous les niveaux de notre organisation sociale et à travers toutes les couches de la population. Pourtant, on les croyait forteresses. Vous direz que nos propos sont ceux d'idéalistes qui ne connaissent pas encore les choses de la vie, et c'est certainement vrai. Cependant, une phrase lourde de sens plan

sur nos consciences depuis un certain temps. « Nous n'avions que 8 ans et beaucoup de rêves. On croyait que la vie serait belle. Vous, les grands, préparez-nous un monde meilleur. »

C'est pour elles, pour nous et pour tous ceux qui viendront que nous devons encore continuer à rêver un monde meilleur empreint de valeurs nouvelles et fortes. Nous devons tous ensemble relever le défi, celui d'un avenir serein et prometteur. Laisser toujours une place d'avant-plan à notre jeunesse, à notre innocence, à nos coups de cœur et à nos rêves.

Tous les problèmes que notre société connaît à l'heure actuelle sont résumés en un mot : la crise. On parle aussi bien de crise sociale, politique, que de crise économique. C'est simple, facile et tout le monde comprend. Pourtant, nous avons envie de sourire, mais de sourire jaune, pour demander, puisque c'est si simple, pourquoi nous ne prenons pas le problème à bras-le-corps pour tenter de le résoudre.

La crise évoque pour chacun de nous des choses différentes. Pour les uns, c'est la pénurie d'emploi. Pour les autres, il s'agit de trouver son pain quotidien. D'autres encore cherchent tout simplement un sens à leur vie.

La crise recouvre donc des réalités très différentes. Pourtant, un point commun existe inévitablement. En effet, tous sont inquiets face à cet avenir incertain, déçus par le manque d'efficacité des moyens mis en œuvre et amers face aux priorités de nos responsables politiques.

Certaines personnes, pourtant si proches de nous, se réfugient alors dans des mondes artificiels comme les sectes ou la drogue, exutoires tentants et accueillants dans des moments de détresse où la réalité nous dépasse. Afin de focaliser leur colère, certains cherchent aussi des boucs émissaires, victimes faciles que sont les étrangers ou les femmes, par exemple. D'ailleurs, ne voit-on pas les groupes extrémistes resurgir de l'ombre ? Ils apportent des solutions souvent démagogiques et insensées, mais des hommes et des femmes y trouvent un certain réconfort. Doit-on en arriver là ?

La réponse aux déséquilibres actuels doit exister et nous osons encore espérer qu'elle se trouve parmi nous. La première démarche serait de définir les différents déséquilibres, de faire un diagnostic de la situation, de voir où sont les vraies priorités. Rejoindre ces fameux 3% de Maastricht au point d'en oublier que notre pays est orphelin de tout sens, ou adopter le regard du citoyen qui sait ce qu'il a aujourd'hui mais qui ignore de quoi demain sera fait ?

Ne croyez pas, cependant, que nous nous opposons à l'Europe. Nous pensons au contraire que ce projet est nécessaire pour construire le monde de demain. Ce que nous signalons ici, c'est ce manque de diplomatie de la part des décideurs et, peut-être, leur manque de perspectives à long terme, afin que toute la population adhère à ce projet et y trouve autre chose qu'un puits sans fond.

Après l'examen du mal-être actuel, il faut que toutes les institutions collaborent à la " thérapie ". Si la Belgique est fédéralisée et construite de parties prétendues autonomes, nous restons effectivement persuadés que cette autonomie n'est que superficielle et que notre pays reste malgré tout un système, où chaque partie a certes ses spécificités, mais surtout un rôle essentiel pour l'ensemble de la société.

D'ailleurs, même si nous ne pouvons pas nier une certaine différence culturelle entre le Nord et le Sud, il serait erroné de penser que la vie des citoyens est différente : nous avons tous les mêmes difficultés. Dans ce contexte, les querelles institutionnelles entre les représentants politiques relèvent plus de la *Commedia dell'arte* où Pantalone et Arlequino se disputent la couleur du ciel, que de prises de décision de personnes responsables et conscientes des vrais enjeux.

De plus, le séparatisme que certains revendiquent fait bien pâle figure devant le projet ambitieux qu'est la construction d'une Europe forte et unie.

Il y a quelques minutes à peine, nous évoquions notre système de valeurs qui était, lui aussi, secoué par l'évolution de notre société. A ce propos, on entend souvent dire que nous passons de la société industrielle à la société post-industrielle. Mais a-t-on vraiment toujours compris le sens profond et essentiel de ces mots ? A-t-on pensé que cette seule phrase évoque de nouveaux besoins, de nouvelles mentalités, une

nouvelle organisation de la société autour d'autres piliers que le travail ?

Il n'existe plus de théories mythiques auxquelles s'accrocher. Il faut innover, trouver de nouveaux repères, des repères cohérents par rapport au nouveau monde qui nous entoure. Les exemples ne manquent pas.

■ Le travail ne peut certainement plus être la pierre angulaire de toute notre organisation, celle sur laquelle repose tout notre système de financement, la destinée de chaque citoyen.

■ La technologie doit tendre vers une vulgarisation plus systématique, sous peine de poursuivre sa politique d'exclusion.

■ La justice doit dès aujourd'hui s'adapter aux évolutions du monde et ne plus rester en marge de la vie du citoyen, tel un camp retranché.

■ Une politique à long terme est nécessaire pour redonner un souffle réparateur à notre société.

Ces quelques exemples pour nous rappeler que le défi à relever est de taille. Nous savons que tout ne pourra être résolu demain, mais il faudrait doucement penser à pomper l'eau hors des cales, car des fusées de détresse envahissent déjà notre ciel... En fait, personne ne prend ses responsabilités face à cette société qui n'a plus d'âme : chacun essaie seulement de tirer son épingle du jeu mais il y a de moins en moins de joueurs...

Beaucoup d'entre vous diront que ce n'est pas nouveau, qu'on le sait déjà. Mais alors, qu'attendons-nous ? Les jeunes de mon âge attendent impatiemment des solutions, un équilibre, afin de pouvoir enfin envisager un avenir serein. Cependant, à la différence du petit prince qui demande qu'on lui dessine un mouton, nous voulons nous-mêmes dessiner nos horizons. Nous ne voulons pas être la cinquième roue du chariot, mais le timon, celui sans lequel le carrosse ne peut aller de l'avant.

Nous revendiquons une participation à la construction de notre avenir mais, avant tout, les moyens de participer, c'est-

à-dire de développer les aptitudes que chacun d'entre nous possède dans le respect de toutes les différences. Nous réclamons l'aide qui nous permettra de mettre nos idées en forme. En effet, nous croyons que les solutions à nos problèmes actuels se trouvent certes dans la prise en compte de l'expérience des anciens, mais bien plus encore dans la créativité de cette jeunesse qui devra trouver ses propres réponses, les appliquer et les vivre.

Face à cette crise structurelle qui défait des pans entiers de notre civilisation, nous refusons la pensée unique dans laquelle s'enferment les pouvoirs politiques d'aujourd'hui. Il est trop simple de se réfugier systématiquement derrière de prétendues contraintes pour justifier tout et n'importe quoi, lorsque ces dogmes résultent, en réalité, de choix idéologiques et d'arbitrages politiques. De la même manière, nous ne voulons pas croire à la fatalité de l'impasse sociale dans laquelle ils nous conduisent un peu plus chaque jour, car nous avons foi en l'alternative d'un autre demain, à la construction duquel nous demandons à œuvrer sans délai.

Notre projet est celui d'une communauté humaine solidaire, citoyenne et ouverte à tous, d'une humanité où chacun trouverait sa place, d'un lien social où l'économie n'aurait plus le monopole du sens.

L'enseignement est un des éléments-clés de notre participation à ce projet. Il est le seul investissement dans l'avenir qui laisse envisager un nouveau départ, où les différences des êtres seraient richesses et la démocratie souveraine. **Un enseignement de qualité et de libre accès en tant que vecteur d'intégration sociale et de changement. Un autre enseignement pour une autre société.**

On considère encore fréquemment que l'enseignement supérieur a pour fonction essentielle de procurer une formation professionnelle immédiate. Cette optique semble aujourd'hui bel et bien dépassée. D'un côté, avec le développement de la scolarité et de l'espérance de vie, le travail salarié représente une part de moins en moins grande dans l'existence d'un individu. D'un autre côté, les évolutions de la technologie et du contexte social ainsi que la multiplica-

tion des savoirs rendent toujours plus nécessaire la formation tout au long de la vie. Le système éducatif voit donc trop souvent son rôle réduit au seul aspect alimentaire. La persistance d'un chômage croissant n'est probablement pas étrangère à cette situation.

Le Conseil de l'Éducation et de la Formation a pourtant clairement défini les objectifs de l'enseignement supérieur. On peut les synthétiser en trois axes.

- Promouvoir l'épanouissement, l'autonomie et la responsabilisation de chaque étudiant.
- Conduire les étudiants à prendre une part active dans la vie socio-économique.
- Amener les jeunes à être des citoyens responsables dans une société libre.

A ces trois finalités, on peut en ajouter une quatrième, pour prendre en compte, à côté de l'émancipation individuelle, une nécessaire dimension collective, notamment au travers des principes de solidarité et d'éthique.

Les objectifs tels que définis ici envisagent l'école dans une vue plus globale. Ils fournissent ainsi un cadre, à l'intérieur duquel nous pouvons dessiner notre projet alternatif d'enseignement.

Nous nous limiterons ici à formuler quatre exigences fondamentales, assorties chacune de propositions concrètes.

- Tout d'abord, l'enseignement que nous voulons promouvoir ne peut s'entendre que **libre d'accès**. Tout recul sur ce plan, qu'il s'agisse de *numerus clausus*, d'examen d'entrée, d'exclusion des étudiants en situation d'échec ou de droits d'inscription prohibitifs, entre en opposition frontale avec notre projet.

L'accès au savoir qu'offre l'enseignement favorise l'épanouissement personnel et l'intégration citoyenne de l'individu. A côté de cela, il constitue un facteur important d'insertion professionnelle, puisqu'il est reconnu que le risque de chômage diminue lorsque le niveau de diplôme augmente.

De plus, il participe à la diffusion des connaissances, qui constitue selon nous un progrès en soi et semble être une condition indispensable à un partage du temps de travail de plus en plus nécessaire. L'enseignement supérieur permet donc une émancipation individuelle et collective, qu'il importe d'encourager. L'OCDE ne dit rien d'autre lorsqu'elle recommande un taux de pénétration de l'enseignement supérieur de 80% pour une même classe d'âge. Nous en sommes aujourd'hui à 40% à peine...

Par ailleurs, toute limitation d'accès est synonyme d'exclusion et annonce un pas de plus vers la dualisation de la société. En effet, le recrutement dans l'enseignement supérieur est déjà fortement inégalitaire au départ. Toute entrave à l'accès ne fera que creuser les écarts, tant est forte la corrélation entre l'échec en *candi* et l'origine sociale.

Mais l'absence de limitation formelle à l'accès ne suffit pas. Il faut encore rompre les barrières sociales. Pour ce faire, à côté du financement *per capita* qui demeure le pilier d'un enseignement libre d'accès, il importe de réinvestir dans les allocations d'études et les subsides sociaux. De même, il nous faut développer l'accueil d'étudiants étrangers, tant dans l'optique d'un transfert de compétences vers le Sud, qu'en vue de sensibiliser à la richesse des diversités culturelles. Enfin, comme nous avons pu le voir, la démocratisation de l'accès ne peut s'envisager sans démocratisation de la réussite.

- La **lutte contre l'échec** constitue logiquement le deuxième soubassement de notre projet d'école, qui vise nécessairement la réussite de tous. L'échec a un coût humain exorbitant : il n'amène que culpabilité et renoncement. L'échec a aussi un coût budgétaire pour la collectivité. L'échec en soi est un drame, difficilement acceptable. Il en devient intolérable lorsqu'il constitue la norme, comme c'est le cas chez nous — et pas seulement dans les candidatures. Il stigmatise alors l'échec du système lui-même. Par ailleurs, il germe sur le terreau de l'inégalité des couches sociales devant la réussite, ce qui ne peut que nourrir la reproduction sociale.

Cette réalité tragique appelle des remises en cause. Il n'est pas question ici d'adopter l'inadmissible stratégie de la terreur, pour sanctionner les étudiants en situation d'échec ou limiter l'accès. Il ne peut s'agir non plus d'abaisser le seuil d'exigences, et démocratiser la réussite au détriment de la qualité. En réalité, il importe bien plus de rassembler les

énergies pour adopter une attitude volontariste. Nous citerons, à titre d'exemples, trois propositions.

1. Développer dans l'enseignement secondaire une structure d'information sur les études supérieures, à l'abri de la publicité et de la concurrence.
2. Renforcer la formation pédagogique des enseignants du supérieur et valoriser les activités d'enseignement dans la carrière académique.
3. Instaurer un système de modules capitalisables, afin d'assouplir l'offre de formation et de faciliter la réorientation.

■ Troisième pierre angulaire de notre projet, la **participation des acteurs** ouvre aux dimensions de responsabilisation et de citoyenneté. Ce terme, comme le définissait Philippe Henry il y a deux ans, vise tout autant la démocratisation des structures des institutions que l'implication de chaque étudiant dans sa propre formation.

Du point de vue individuel, la participation appelle une vision différente de la manière dont est dispensé l'enseignement. Loin d'un savoir déjà construit, elle est plutôt remise en cause perpétuelle. Elle préfère la découverte progressive et critique à l'assimilation pure et simple.

Au niveau collectif, la participation ne se réduit pas à la présence symbolique de quelques délégués dans les organes de décision. Elle demande aussi le fonctionnement effectif de ces organes.

Par ailleurs, à mi-chemin entre les perspectives individuelle et collective, le projet d'évaluation pédagogique élaboré au sein du Conseil Général des Etudes de notre Université vise, de la même manière, à encourager les étudiants à devenir acteurs de leur formation.

■ Enfin, quatrième axe, cet enseignement doit garantir une **formation de qualité**. Au-delà d'une qualité technique au sens large, nous voudrions mettre l'accent sur le besoin d'interdisciplinarité dans le parcours de l'étudiant. L'approche transversale, en permettant d'appréhender la complexité du réel à travers différents prismes, participe à une meilleure compréhension.

A côté de cela, la qualité de l'enseignement supérieur n'ira pas sans un développement simultané de la recherche. Aujourd'hui, l'état de sous-financement patent qui l'affecte la situe dans des conditions de précarité qui menacent gravement son efficacité.

Accès, réussite, participation et qualité. Ces quatre postulats forment les principes fondateurs d'un autre enseignement, vecteur d'une autre société. Ils placent l'école au centre d'un projet dynamique, dont la concrétisation nécessite un apport de moyens nouveaux, un indispensable refinancement. Au lieu de s'obstiner à croire pouvoir faire plus avec moins, nous voulons faire mieux avec plus. Faire mieux. Avec plus. Pour beaucoup plus. Investir dans l'enseignement comme pari sur l'avenir.

L'an dernier, Sébastien Bollingh vous quittait déjà sur un appel en ce sens, mais son interpellation fut finalement bien peu comprise. Depuis lors, les dernières décisions gouvernementales donnent un nouveau relief à notre message, en tant qu'elles témoignent de l'impossibilité de s'en sortir dans le carcan actuel en maintenant et la qualité et l'accès. L'enveloppe fermée des hautes écoles et les mesures bisseurtrisseurs ouvrent, avec l'introduction du *numerus clausus* en médecine, le début d'une nouvelle ère, la perspective de la société du "Chacun pour soi" et du "Tous contre tous". Dans ce scénario où il n'y a place que pour quelques-uns, les plus forts — issus le plus souvent des couches favorisées — abattent les plus faibles. Ce projet n'est pas notre projet.

Le refinancement est-il vraiment impossible, comme certains se plaisent à le répéter ? Les choses ne sont pas aussi simples, et nous sommes en face d'un immense paradoxe. En effet, jamais nous n'avons produit autant de richesses, jamais la science de l'homme n'a été aussi puissante. Et pourtant, jamais non plus la société n'a semblé aussi bloquée, jamais les besoins d'autre chose n'ont été aussi grands. Tout est donc question, ici aussi, de choix politique.

D'aucuns n'attendent pas la fin de notre intervention pour qualifier d'utopiste notre discours. Toutefois, l'utopie consiste plutôt, selon nous, à croire que vivre comme aujourd'hui, avec une telle génération d'exclusions, pourra encore durer longtemps. En effet, la compétitivité qui

gouverne le monde actuel est une loi sans fin. Elle nous entraîne dans un cul-de-sac. A l'extrême, elle mènera à la destruction de tous.

Face à des lendemains qui déchantent toujours plus et face au fatalisme ambiant, face aux sourds et face aux chevaux, nous n'avons plus guère de raisons d'espérer. C'est parce que nous ne pouvons pas croire que la vraie route soit celle qui ne mène nulle part, que nous nous exprimons devant vous aujourd'hui. Mais prenons garde face à l'urgence d'un changement de cap, si nous voulons éviter, comme le craignait Steinbeck, que « les raisins de la colère se gonflent et mûrissent, annonçant les vendanges prochaines. »

Nous vous remercions.